



L'Europe + sociale, + solidaire, ça me concerne !

L'Europe, c'est nous !



AVEC L'APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER DE / WITH SUPPORT FROM



La démarche « L'Europe + sociale, + solidaire, ça me concerne ! L'Europe, c'est nous ! » est cofinancée par le projet INCLUSION avec le soutien financier du Programme de la Communauté européenne pour l'emploi et la solidarité sociale – PROGRESS (2007-2013). Ce programme a été créé pour soutenir financièrement la mise en œuvre des objectifs de l'Union européenne en matière d'emploi, d'affaires sociales et d'égalité des chances, et ainsi contribuer à la réalisation des objectifs de la Stratégie Europe 2020 dans ces domaines. Pour plus d'information : <http://ec.europa.eu/progress>. | The approach "Making Europe more social and supportive: it does concern me! Europe is about us!" is co-financed by the INCLUSION project supported financially by the European Union Programme for Employment and Social Solidarity - PROGRESS (2007-2013). This programme is implemented by the European Commission. It was established to financially support the implementation of the objectives of the European Union in the employment, social affairs and equal opportunities area, and thereby contribute to the achievement of the Europe 2020 Strategy goals in these fields. For more information see: <http://ec.europa.eu/progress>

Coordination : Geneviève Colas – Pôle Europe du Secours Catholique-Caritas France
106, rue du Bac – 75341 Paris cedex 07
genevieve.colas@secours-catholique.org ; 06 71 00 69 90

1. Pourquoi sommes-nous tous invités à nous mobiliser pour l'Europe ?

Alors qu'aujourd'hui un climat de méfiance s'est installé du côté des citoyens à l'égard des institutions de l'Union européenne, l'Europe a plus que jamais besoin que chacun se mobilise.

En effet, s'il s'agit plus d'une « europhilie » déçue que d'une véritable hostilité, l'Union européenne, vue comme imposant des politiques de convergence qui exigent des efforts des populations, n'a pas le vent en poupe. Ce qui est particulièrement accentué dans une période de tensions économiques et sociales importantes.

Dès lors que **la paix, valeur fondatrice du processus d'intégration européenne, n'a plus semblé être menacée, l'Union européenne est apparue plus abstraite, plus éloignée des citoyens.** Et pourtant, l'Union européenne demeure un environnement « protégé » comparé à d'autres États ou territoires en proie à des menaces extérieures, intérieures, conflits... Or, alors que l'Union vient d'accueillir son 28^e État membre, la Croatie, et va renouveler son instance législative, il est important que les citoyens « réapprennent », retrouvent l'esprit de la construction européenne et que l'Union se rapproche des citoyens.

Le fossé qui est en train de se creuser entre les instances de l'Union européenne et les citoyens est à déplorer. Si nous voulons y remédier, il faut **rétablir la « vérité » sur l'Europe, faire preuve de pédagogie pour retrouver l'histoire et l'esprit de la construction européenne, dont l'âme a été dessinée par les générations passées.** Pour cela, il est important de promouvoir une citoyenneté européenne, une société civile européenne active, forte et indépendante et plus que tout, promouvoir et favoriser la participation citoyenne de tous, en particulier des plus exclus, bien trop souvent oubliés.

En effet, les principaux acteurs du processus décisionnel, que ce soit au niveau national ou européen, sont bien les citoyens. Alors que nous fêtons cette année le 20^e anniversaire de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, la citoyenneté active pour tous, la capacité d'action de tous les citoyens doit être au cœur de nos préoccupations.

Une citoyenneté active est un processus qui doit venir à la fois **des citoyens et des institutions, autorités locales comprises.**

Il est important de promouvoir une citoyenneté active appréhendée à travers l'ensemble des dimensions de la participation : la participation des citoyens ne peut et ne doit pas être résumée à une participation aux scrutins électoraux. Bien au contraire, la citoyenneté active renvoie à toutes les actions que chacun entreprend au sein de la société dans laquelle elle/il vit.

Ce 20^e anniversaire du traité de Maastricht et donc de **la citoyenneté européenne** est consacré par **l'Année européenne des citoyens 2013**. Cette année, dans la continuité de l'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, de l'année 2011 de promotion du bénévolat et du volontariat (et donc de l'engagement solidaire), et de l'année 2012 du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle, est l'occasion de responsabiliser les citoyens.

Il s'agit non seulement de les rendre **conscients de leurs droits** mais aussi de leur donner les moyens de **repérer les obstacles entravant l'exercice de ces derniers** et d'**identifier les outils pour y remédier**. Forts de notre travail durant les précédentes années européennes, nous sommes convaincus que la citoyenneté active est indispensable pour éradiquer la pauvreté. Au regard du contexte actuel, cette année européenne doit être également l'occasion pour nos réseaux de démontrer et **rappeler que les droits des citoyens de l'Union européenne ne se réduisent pas à un simple point de vue économique** (mobilité, droit des consommateurs, ...) mais **incluent bel et bien des droits civils, politiques et sociaux**. La Charte des droits fondamentaux consacre ainsi de nombreux droits, outre le droit de voter et de se présenter comme candidat aux élections municipales et du parlement européen, sont consacrés également le droit à une bonne administration, le droit d'avoir accès aux documents, le droit de faire appel à l'Ombudsman de l'Union européenne, le droit de pétition au Parlement, le droit de circuler et résider librement, le droit à la protection diplomatique et consulaire de n'importe quel État membre. Ces droits ne sont pas liés à des objectifs économiques.

Par ailleurs, il est important que les institutions européennes, dans un contexte de crise économique et sociale et de politiques économiques d'austérité mises en place dans de nombreux États membres, accordent une attention particulière à l'intégration, aux besoins des citoyens, en particulier des citoyens vulnérables. Il s'agit dès lors de se mobiliser pour **promouvoir l'Europe sociale de demain et rapprocher les institutions européennes des citoyens**.

2. « L'Europe + sociale, + solidaire, ça me concerne ! L'Europe, c'est nous ! » ... Quelle démarche est proposée ?

Dans le cadre de l'Année européenne des citoyens 2013, et avec des personnes directement touchées par la pauvreté et l'exclusion, le Secours Catholique - Caritas France est engagé dans une démarche « Action citoyenne et élections », notamment dans la préparation des élections européennes de mai 2014.

En effet, comme indiqué précédemment, cette nouvelle année européenne intervient à un moment important :

- ▶ un an avant les élections municipales et européennes de 2014
- ▶ l'année du 20^e anniversaire de la citoyenneté européenne ; apparue avec le Traité de Maastricht, entré en vigueur en 1993.

Ainsi, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Secours Catholique – Caritas France souhaite mener, avec les personnes qu'il accueille, ses réseaux national et européen, et ses partenaires, une réflexion sur **la participation active des citoyens et des associations à l'élaboration des politiques sociales nationales et européennes**.

Ceci passe par le développement d'une meilleure connaissance des institutions européennes par le grand public, et en particulier les personnes vulnérables, ainsi que par un appel à une mobilisation citoyenne à l'occasion des élections européennes de mai 2014 (en France, à la suite des élections municipales).

Les citoyens européens ne doivent pas être seulement des détenteurs de droits. S'il est primordial qu'ils maîtrisent et aient connaissance de ces derniers, ils doivent également jouer un rôle à part entière dans la définition des politiques européennes, par une implication directe dans le processus de décision.

La citoyenneté européenne doit englober tous les aspects de la vie au sein d'une société démocratique, et notamment l'éducation, la culture, la lutte contre les discriminations et l'intégration des minorités, le développement durable, le changement de regard sur les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale ...

L'Europe sociale doit se construire avec et à partir de tous.

3. Objectifs de la démarche « L'Europe + sociale, + solidaire ça me concerne ! L'Europe, c'est nous ! »

Objectifs généraux :

- ▶ **Promouvoir la construction d'une Europe + sociale, + solidaire et respectueuse des différences culturelles**
- ▶ **Rapprocher les institutions européennes de ses citoyens, et en particulier les plus vulnérables, en promouvant une citoyenneté active.**

Objectifs spécifiques :

- ▶ Développer une pédagogie à destination de nos réseaux incluant des personnes accueillies, des partenaires associatifs et le grand public afin de favoriser une meilleure connaissance des institutions européennes.
- ▶ Considérer la culture comme moyen d'intégration et de prise de parole du citoyen dans la vie de la Cité
- ▶ Encourager le dialogue citoyen en vue des prochaines élections européennes et donner la parole aux personnes plus vulnérables.
- ▶ Favoriser la construction d'une citoyenneté européenne, allant au-delà des droits individuels, vers un avenir européen commun.
- ▶ Consolider le lien avec les élus européens et effectuer un suivi des programmes électoraux dans les différentes circonscriptions électorales en lien avec les démarches nationales et européennes

4. Raison d'être de la démarche « L'Europe + sociale, + solidaire, ça me concerne ! L'Europe, c'est nous ! »

Dans un contexte actuel de crise économique et sociale, il est important que chaque citoyen soit sensibilisé aux droits qui lui appartiennent en vertu du Droit européen mais surtout que chacun puisse comprendre le rôle de l'Union européenne et son propre rôle dans la construction de l'avenir de la société et de l'Union européenne.

Les dernières élections européennes ont démontré, à travers le très faible taux de participation, le lien distendu entre les institutions européennes et les citoyens. Plus que jamais, aujourd'hui, **il est important que les citoyens, et en particulier les plus vulnérables, se mobilisent pour faire entendre leur voix dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les citoyens doivent en effet avoir voix au chapitre pour promouvoir des alternatives aux mécanismes actuels de gestion de situations de crise, ne se limitant pas à des mesures économiques mais en mettant l'Homme au cœur des choix politiques.**

5. Résultats attendus de la démarche « L'Europe + sociale, + solidaire, ça me concerne ! L'Europe, c'est nous ! »

- **Résultat attendu 1 : Nos réseaux, en particulier les personnes vulnérables, ainsi que le grand public ont une meilleure appréhension des institutions européennes, de leurs rôles respectifs et ont été sensibilisés aux questions liées aux politiques sociales et au respect des Droits de l'Homme en Europe.**

1.1 - Afin de susciter l'intérêt des citoyens pour l'élaboration des politiques ainsi que favoriser la compréhension des institutions européennes, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes, des outils simples et efficaces permettant de rendre « eurodigestible » ce qu'il se passe à Bruxelles. Ainsi, sont produits un certain nombre d'outils d'animation et de séquences d'animation détaillés ci-dessous. Ces outils seront animés au cours de rencontres aux niveaux national et/ou européen (voir résultat attendu 2).

- **Résultat attendu 2 : Une réflexion sur la citoyenneté européenne dans toutes ses composantes a été menée. Cette réflexion a permis de changer de regard sur les personnes en situation de précarité et de lutter contre les discriminations, par un dialogue citoyen aux niveaux local, national et européen laissant une place importante à la parole des plus vulnérables.**

Dans la continuité de l'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, de l'année 2011 de promotion du bénévolat et du volontariat et de l'année 2012 du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle, il s'agit de responsabiliser les citoyens. La citoyenneté active est indispensable pour éradiquer la pauvreté, que ce soit au travers de la mobilisation lors des scrutins électoraux, qu'à travers le bénévolat et l'engagement au quotidien dans la Cité. La réflexion menée ces dernières années se poursuit. Ainsi, suite à l'engagement de personnes et groupes lors de l'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et la Campagne *Zéro Pauvreté*, suite au Festival de l'engagement solidaire et dans la lignée de la démarche « Élections 2012 » en France (présidentielle et législatives) du Secours Catholique – Caritas France, en lien avec des groupes conviviaux de personnes en situation de vulnérabilité, nous souhaitons soutenir l'élan mis en œuvre par ces groupes locaux. Il s'agit de permettre aux personnes accueillies de différents pays européens de vivre pleinement leur citoyenneté à travers une mobilisation vers l'ensemble des citoyens, des responsables politiques et des institutions.

2.1 - **A Lourdes**, une phase de sensibilisation permettra **du 22 au 26 septembre 2013**, dans une démarche pédagogique, d'aider des groupes à mieux appréhender le rôle de citoyen-ne de chacune et à distinguer ce qui est du ressort des politiques locales, nationales et européennes et ainsi mieux appréhender l'enjeu du scrutin européen. Plus précisément, 5 demi-journées s'articuleront autour de la question de la citoyenneté.

Le premier jour, les thèmes abordés seront les suivants :

- ▶ « *Comment nous sentons-nous citoyens ? Pour moi, qu'est-ce qu'être citoyen ? Se mobiliser, ça marche !* » : il s'agit ici, autour d'animations de groupe (exemple : fonds commun d'évidence) de donner un espace de parole autour du mot citoyen, citoyenneté, mais également de montrer, à travers différents exemples (national, européen, international) que la mobilisation, ça fonctionne.
- ▶ « *Moi citoyen et ...* » : les groupes échangeront sur des thématiques précises liées au quotidien, aux échelons local, national, européen et international. Les thématiques visées seront le droit à l'alimentation, le logement, l'emploi, la santé... (*liste non exhaustive en fonction des problématiques rencontrées par les groupes présents*).

Le deuxième jour sera consacré davantage à l'animation de groupes conviviaux autour de démarches d'actions institutionnelles, de rencontres avec des élus. Ainsi, la journée s'articulera autour de deux questionnements :

- ▶ un focus sera mis sur la méthodologie : *Comment doit-on s'y prendre pour amener un groupe de personnes accueillies dans une démarche 'action citoyenne et élections' ? Comment démarrer ce travail ? Comment choisir une thématique ? Comment organiser, animer, une rencontre entre élus ?*
- ▶ un temps de réflexion sera partagé avec des élus invités à participer sur la question suivante : *Comment les échanges entre groupes de personnes en précarité et les élus peuvent-ils être utiles à la vie de la Cité ?*

Enfin, durant la troisième matinée, il s'agira de jalonner les prochaines étapes, mettre en perspective ces deux journées de travail avec les calendriers de nos réseaux mais également avec les échéances électorales et l'agenda national, européen et international.

2.2- **Ces réflexions seront poursuivies et mises en perspectives à l'occasion du dialogue citoyen organisé par la représentation de la Commission européenne en France, le 14 novembre 2013 à Marseille.** Un travail préparatoire sera mené **dans les différents pays de l'Union européenne à travers le réseau Caritas et ses partenaires, les réseaux des autres associations de solidarité en France à dimension européenne.**

(Voir agenda prévisionnel en annexe)

En effet, depuis le début de l'année 2013, la vice-présidente de la Commission européenne en charge de la Justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté, Viviane Reding, a entrepris un tour de l'Union européenne pour "dialoguer" avec les citoyens européens. Sa tournée l'a déjà menée dans de nombreux États membres (l'Espagne, la Grèce, le Portugal et l'Irlande...). Les sujets du dialogue devraient s'articuler autour de trois grands thèmes : la réponse de l'Europe à la crise, un deuxième temps sur les droits des citoyens puis un troisième temps tourné sur le futur et la vision des citoyens sur l'avenir de l'Europe à l'horizon 2020. Ce temps se tiendra le 14 novembre en fin de journée.

Autour de ce dialogue citoyen à Marseille, les 14, 15 et 16 novembre 2013 des personnes vulnérables accompagnées par le réseau Caritas et ses partenaires, par les associations françaises engagées dans cette démarche, et des personnes indignées par leur situation de différents pays et d'associations partenaires d'Europe, poursuivront la réflexion en échangeant les expériences vécues dans différents pays. Durant ces trois jours, Dialogue citoyen sur des sujets à caractère social, culturel et concernant la justice, séances méthodologiques en vue de la préparation des élections 2014, et expressions artistiques se succéderont. L'idée sera de permettre le débat entre société civile, élus locaux, députés européens, communauté européenne... sur différentes questions de société préparées par des groupes et associations de différents pays européens.

Une collaboration avec le Ministère de la culture et de la Communication et son groupe Cultures Solidaires permettra de montrer comment culture et solidarité se rejoignent et peuvent favoriser l'accès à une citoyenneté active de tous. Autour du nouveau Musée des Civilisations de l'Europe et de la méditerranée (MUCEM) et dans le cadre de Marseille, Capitale européenne de la Culture 2013, une large place sera faite à la citoyenneté. En Slovaquie, une rencontre citoyenne les 11 et 12 novembre sur le thème « Roms et citoyenneté » fera écho, abordant en ateliers des questions concrètes : carte d'identité, couverture santé, droits en tant que citoyen européen. Ces deux journées seront organisées par Caritas Slovaquie.

Une exposition de photos « La voix des enfants face à la pauvreté » réalisée avec les Caritas de toute l'Europe qui circulera au Parlement européen et dans les représentations de la Commission européenne en 2013/2014 sera exposée à Marseille à cette occasion. **Le lien sera fait avec la Caravane de la fraternité qui propose le Festival des talents et des Cultures à Marseille en juin 2013** : Mettre en place des conditions favorisant l'expression culturelle et inter culturelle des personnes en situation de précarité et d'exclusion et ouvrir des espaces de partage et de rencontre à travers des temps et des lieux collectifs basés sur la convivialité, l'égalité, la gratuité, le partage, la reconnaissance de l'autre, l'entraide. Cela se fait avec des équipes locales du Secours Catholique et des partenaires.

- **Résultat attendu 3 : Les citoyens européens les plus vulnérables sont impliqués dans la construction d'une Europe + sociale, + solidaire. Ils ont connaissance de leurs moyens d'action aux niveaux local, national et européen. Ils ont été sensibilisés sur l'importance de participer aux élections de 2014 mais surtout de continuer le dialogue après cette étape clé.**

Au cours du premier semestre 2014, des rendez-vous citoyens (par exemple petits-déjeuners) seront organisés en France et dans différents pays européens dans des espaces associant des publics variés et laissant une place aux personnes les plus vulnérables afin de poursuivre cette démarche en inter associatif. **Un dialogue sera engagé avec des candidats aux élections européennes** par les personnes ayant participé à cette démarche en France et dans différents pays européens à travers le réseau Caritas et les partenaires associatifs.

- **Résultat attendu 4 : Nos propositions pour une Europe plus sociale et tournée vers les citoyens ont influencé le débat avec les partis politiques européens et les candidats aux élections. - Un dialogue entre les citoyens européens les plus vulnérables et les candidats aux élections européennes 2014 est engagé et les institutions européennes ont pris conscience de l'importance de se rapprocher de leurs citoyens.**

Le 12 décembre 2013 les comités régionaux du Secours Catholique – Caritas France (Délégués et Présidents du Secours Catholique – Caritas France représentant chaque région administrative en France) réfléchiront ensemble à la dimension européenne de leur action et leur implication dans le plaidoyer européen, en particulier à l'occasion des élections 2014.

Les différents temps de rencontres vont permettre d'affiner des **propositions de plaidoyer pour une Europe sociale, en lien avec Caritas Europa, EAPN (European Anti-Poverty Network) et les différents réseaux européens** dans lesquels nous sommes engagés, notamment sur les sujets suivants : Europe sociale inclusive (et politiques sociales adaptées), pauvreté des enfants, migrations, droit à l'alimentation, principes humanitaires, justice fiscale et financement du développement. Il s'agira ensuite, autour de ces propositions, de

- ▶ dialoguer à différents niveaux avec les partis politiques lors de l'élaboration des programmes de campagne
- ▶ suivre ces propositions une fois les programmes établis
- ▶ dialoguer avec les candidats de chaque circonscription et par la suite avec les élus.

Concernant les messages de plaidoyer liés au droit à l'alimentation, le lien sera établi avec la « *campagne mondiale de lutte contre la pauvreté : droit à l'alimentation 2013-2015* » de Caritas Internationalis, campagne mondiale de plaidoyer. Il s'agit de mettre en avant nos expériences et la force du réseau tant au niveau national que mondial. C'est une occasion unique de porter d'une même voix des messages clés dans les pays des 165 membres du réseau Caritas et montrer qu'il faut un « changement ici » et que la participation citoyenne de chacun est nécessaire. Cette Campagne permettra fin 2015 de faire des propositions concrètes dans le cadre de l'élaboration des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui ne concernent plus seulement les pays du sud mais bel et bien chaque État, y compris les États membres de l'Union européenne et de la grande Europe.

Un suivi de nos propositions est engagé au-delà des élections européennes.

6. Quelle méthodologie ?

- **Les personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale sont au cœur de la démarche.**

Pour le Secours Catholique – Caritas France et ses partenaires associatifs, la participation de tous, comme acteurs de solidarité et de justice est primordiale. Il s'agit d'affirmer d'une voix forte que les personnes en situation de précarité, de grande vulnérabilité peuvent et doivent avoir une place prioritaire pour faire « bouger les lignes ».

- **Un travail en réseau : en lien avec d'autres associations françaises mais également des partenaires européens et internationaux.**

Membre du réseau international Caritas, de l'Alliance française pour l'année européenne 2013 mais également des collectifs des années européennes précédentes, ainsi que de nombreux autres collectifs et plateformes nationaux et européens, le Secours Catholique – Caritas France promeut un travail en réseau, aux niveaux local, national et européen.

Cette démarche et les actions envisagées ne peuvent être menées de manière isolée. L'importance d'une société civile européenne forte est primordiale. En s'appuyant sur l'expérience des précédentes élections européennes, un travail est mené avec différentes associations nationales et différents collectifs ayant une dimension européenne : Accueil et Aide aux Personnes Agées, AGE Plateforme – Coordination France, Armée du Salut, Babelia, Caritas Europa, Caritas Luxembourg, Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant, Confédération Française des Retraités, Esclavage Tolérance Zéro, Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France, Fédération Nationale des Associations de Retraités, Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les Gens du voyage, Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale, France Bénévolat, Grands parrains, La Cimade, Les petits frères des pauvres, Maison de l'Europe Paris, Mouvement Chrétien des Retraités, Mouvement européen – France, Réseau européen anti-pauvreté France, Santé mentale et exclusion sociale – Europa, Secours Catholique – Caritas France, Union Française des Retraités, Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux, Université Catholique de Lille.

➤ **Une dynamique d'échange d'expériences et de dialogues citoyens.**

Cette démarche est basée sur l'échange d'expériences, entre différentes associations mais surtout entre différents pays européens, mais également sur la dynamique du dialogue citoyen. En effet, il faut sortir des frontières. La citoyenneté européenne passe d'abord par les échanges entre pays, entre citoyens. Or, les citoyens européens ont peu d'occasion de se rencontrer, d'échanger. Ainsi, le Secours Catholique – Caritas France participera au dialogue citoyen organisé par la représentation de la Commission européenne en France, le 14 novembre 2013. Ce dialogue citoyen sera prolongé par deux journées de travail, alternant ateliers et séances plénières, sur le thème de la citoyenneté européenne mais également sur les questions de plaidoyer lors des prochaines élections européennes. Par ailleurs, le Secours Catholique – Caritas France encourage et favorise les échanges d'expériences tout au long de la période de couverture de la démarche, ainsi que les dialogues citoyens/petits déjeuners citoyens organisés avec plusieurs associations différentes et complémentaires au niveau national.

➤ **L'utilisation de l'expression culturelle et artistique comme support innovant de la parole des plus vulnérables et des personnes en situation d'exclusion sociale et comme vecteur de plaidoyer.**

La culture, le respect des diversités culturelles et l'expression artistique sont au cœur de la méthodologie adoptée.

Pour le Secours Catholique – Caritas France et ses partenaires associatifs, la dimension culturelle et artistique est au cœur de toute pédagogie de mobilisation citoyenne et de plaidoyer. En effet, véritable fil rouge pédagogique, ce sont des outils importants de promotion des diversités culturelles, mais surtout de véritables outils d'expression, surmontant la barrière de la langue. Culture et expression artistique contribuent au changement de regard de l'opinion publique sur les personnes en situation de vulnérabilité, permettent à chacun de s'exprimer et vivre sa citoyenneté mais également participent à la construction d'une Europe plus solidaire.

➤ **Des outils d'animation variés et correspondant à différents types de publics : allant du plus simple aux sujets plus « techniques ».**

Afin de sensibiliser et mobiliser nos réseaux, différents outils d'animation ont été pensés et seront réalisés, visant d'une part à mobiliser les citoyens et d'autre part à informer ces derniers sur les sujets qui les touchent directement. En effet, l'Europe, ça nous concerne tous !

7. Moyens mis en œuvre

Il s'agit de détailler les outils d'animation qui seront utilisés tout au long de la démarche. Ces outils seront conçus pour la plupart dans deux langues de travail, anglais et français. L'ensemble de ces outils ainsi que des séquences d'animation seront disponibles en format numérique via une plateforme internet.

- **Le document « *L'Europe + sociale, + solidaire, ça me concerne ! L'Europe, c'est nous !* »** (présent document)

Le document narratif « L'Europe + sociale, + solidaire, ça me concerne ! L'Europe, c'est nous ! » présente notre démarche inter-associative dans sa globalité, explique la logique, les objectifs et la méthodologie adoptés. Ce document permet aux coordinateurs de la démarche pour chaque association d'avoir des repères. Il donne une cohérence et unité aux différentes associations impliquées dans la démarche.

- **Le document pédagogique « *Élections européennes 2014 : qui fait quoi ?* »**

Le guide pédagogique « Élections européennes 2014 : qui fait quoi ? » est destiné à nos réseaux ainsi qu'au grand public, notamment les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Dense et complet, il permet de connaître les détails du fonctionnement de l'Union européenne et de ses institutions. Il permet de rappeler qui vote et qui est élu lors des élections du Parlement européen, mais également de faire comprendre des aspects plus techniques comme l'élaboration du budget européen. Ce guide pédagogique émet des pistes de réflexions, au niveau européen et local, sur des sujets majeurs comme le droit à l'alimentation et la régulation financière.

- **Le « *Passeport pour un citoyen européen* »**

Le « Passeport pour un citoyen européen » est un outil simple d'accès et ludique qui permet à quiconque de savoir ce qu'est la citoyenneté européenne et les droits qui en découlent pour chacun. Cet outil, présenté sous la forme d'un vrai passeport, rappelle les liens de solidarité qui unissent toutes les personnes résidant en Europe. Il évoque, grâce à des exemples concrets, les actions qu'il nous reste à mener pour inciter l'Europe à s'engager auprès de ses citoyens, et en particulier des plus vulnérables. Toute personne, quels que soient sa condition et son état de vulnérabilité, est invitée à prendre part à la construction d'une Europe plus sociale et plus solidaire, dans l'esprit d'une citoyenneté active.

➤ **Le Quiz « Voter aux européennes ? Et pour quoi faire ? »**

Le quiz « Voter aux européennes ? Et pour quoi faire ? » permet à ceux qui le souhaitent de tester ses connaissances sur la composition et le fonctionnement du Parlement européen. Il s'axe particulièrement sur son rôle à jouer sur les questions sociales. Il permet de découvrir l'étendue des pouvoirs du Parlement européen mais également ses limites. Ce quiz permet de souligner de manière interactive l'importance d'aller voter aux élections européennes de mai 2014, en particulier pour les personnes les plus vulnérables et les moins entendues dans notre société.

➤ **La bande dessinée « Europe, où es-tu ? »**

La bande dessinée «Europe, où es-tu?» est un outil ludique mettant en scène des situations où l'Union européenne impacte directement le quotidien des plus vulnérables, mais également des situations où l'Union européenne ne peut agir ou n'agit pas. Dans ces cas-là, la bande dessinée vise à montrer comment la société civile s'organise, en Europe, pour agir et élaborer des plaidoyers à destination de l'Union. Elle est destinée à tout public. Des exemples concrets montrent les actions de l'Union européenne dans différents domaines et éclairent ce qu'il reste à faire pour renforcer la construction de l'Europe sociale en partant des actions menées par différentes associations.

➤ **Les fiches techniques**

Ces fiches techniques sont des outils pédagogiques expliquant certains mécanismes européens touchant aux questions sociales. Ces fiches visent à montrer comment la société civile peut se saisir de ces mécanismes, en mettant en avant des exemples concrets. Ces fiches concerneront notamment le Fonds Social Européen (FSE), la Stratégie Europe 2020, la mobilité des jeunes et la précarité énergétique.

➤ **Une grille d'interpellation des partis politiques et des candidats**

Cette grille d'interpellation permettra de donner de la voix à notre démarche à l'occasion des élections européennes et de porter nos messages en direction d'une Europe plus sociale et plus solidaire. Plusieurs thématiques de discussion concernant les politiques sociales, les principes humanitaires, les migrations, le droit à l'alimentation, ..., seront identifiées fin 2013, et permettront d'engager un dialogue avec les partis politiques européens, les candidats aux élections et les députés, lors de l'élaboration des programmes, de la campagne électorale et durant la période post-électorale. Les personnes les plus vulnérables interpellent les candidats, lors d'événements organisés par les associations. Cette grille d'interpellation sera élaborée en

collaboration avec nos partenaires européens : Caritas Europa, EAPN et réseaux associatifs spécialisés sur les questions de pauvreté et d'exclusion.

➤ **Le site internet**

Le site internet a pour objectif de reprendre l'ensemble de nos outils diffusés sous format papier et d'en assurer une diffusion large et durable dans le temps. Cet outil permet également de donner une visibilité supplémentaire à notre démarche et de la rendre plus ludique et récréative. Le site internet permet également de diffuser au mieux les informations sur les événements ayant trait à notre démarche inter-associative. Enfin, le site internet permet d'échanger entre tous les acteurs de la société civile et du grand public et de maintenir vivant notre démarche.

En complément de ces outils s'adressant aux citoyens en âge de voter, des jeux à destination des plus jeunes sont en cours d'étude, jeux ayant pour objectifs de sensibiliser ces futurs électeurs aux questions de citoyenneté et de construction européenne.

Ces différents outils seront animés lors des différents événements programmés :

- ▶ Autour du « dialogue citoyen » les 14, 15, 16 novembre 2013 à Marseille : trois jours d'événements seront organisés autour du « dialogue citoyen » qui se tiendra le 14 novembre 2013 en présence de Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission européenne, et de Christiane Taubira, Garde des Sceaux. Ces trois jours partagés avec des membres associatifs d'une vingtaine de pays seront l'occasion de toucher un public plus large et d'engager un dialogue entre la société civile, les citoyens et les institutions européennes. Citoyenneté et Cultures solidaires seront les deux thèmes clés de cette rencontre.
- ▶ Les petits-déjeuners citoyens permettront aux personnes les plus vulnérables de dialoguer directement avec les candidats aux élections européennes. Ces petits-déjeuners auront lieu au début de l'année 2014.

8. Public(s) bénéficiaire (s)

➤ Nos réseaux et en particulier les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion.

Dans la lancée de l'Année européenne de la pauvreté 2010 et de « L'Europe de l'Homme », de la démarche « Élections 2012 » (présidentielle et législatives), nous souhaitons soutenir l'élan mis en œuvre par des groupes locaux, en permettant aux personnes accueillies de vivre pleinement leur citoyenneté à travers une mobilisation vers l'ensemble des citoyens, les responsables politiques et les institutions.

➤ Lors des événements plus larges et à travers les outils et la communication de nos associations : le grand public, la société civile, française et européenne.

En travaillant en réseau, au niveau national et européen, il s'agit de développer la capacité de la société civile à collaborer à la fois avec les citoyens et avec les institutions. C'est primordial si nous voulons offrir aux citoyens des moyens d'action.

9. Zone géographique

Cette démarche s'inscrira en France mais également en Europe.

En effet, il s'agit de rassembler les citoyens par-delà les frontières, dans l'Union européenne mais également au sein de la grande Europe. La politique de voisinage ainsi que la politique étrangère de l'Union européenne sont aujourd'hui particulièrement importantes.

10. Échos dans le réseau Caritas

Caritas Allemagne travaille avec des personnes souffrant de handicap sur la question de la citoyenneté active.

Caritas Italie, quant à elle, travaille avec des personnes migrantes et organise des partages d'expériences et de perceptions de la citoyenneté selon les pays et de la citoyenneté européenne.

Caritas Portugal et Belgique ont de leur côté engagé un travail sur la citoyenneté et la citoyenneté européenne avec des personnes âgées faisant face à des situations de pauvreté. Ces générations qui ont vu et même participé à la construction de l'Union européenne ont un regard particulier sur ce qu'il se passe aujourd'hui. Comment se sentent-elles citoyennes, citoyennes européennes aujourd'hui ? Parfois à travers le bénévolat mais pas seulement.

Caritas Slovaquie, comme indiqué précédemment, travaille sur le thème « Roms et citoyenneté ».

11. Date de mise en œuvre / durée prévue

La démarche s'inscrira en 2013 et se poursuivra en 2014.

La première période s'étend de mai 2013 à décembre 2013. Elle constituera une phase de sensibilisation de nos réseaux et construction de nos messages de plaidoyer.

La deuxième période s'étendra de janvier 2014 à mai 2014, poursuite de la campagne de sensibilisation et plaidoyer auprès des candidats puis députés européens.

La troisième période, de juin à décembre 2014 permettra de consolider le lien avec les élus et d'effectuer un suivi des programmes dans les différentes circonscriptions locales en lien avec les démarches nationales et européennes (en cohérence avec Caritas Europa, EAPN et autres plateformes dans lesquelles nous sommes engagés au niveau européen).

12. Évaluation et indicateurs choisis

Les indicateurs suivants permettront d'évaluer la démarche :

- ▶ le nombre et la qualité des échanges d'expériences et de dialogues citoyens réalisés
- ▶ le nombre de groupes conviviaux impliqués par le réseau Caritas et les autres partenaires
- ▶ le nombre de partenaires européens associés à la réflexion
- ▶ le nombre de candidats aux élections européennes interpellés
- ▶ les différents niveaux politiques investis afin de présenter nos messages de plaidoyer pour une Europe plus sociale et plus solidaire.